

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
Division de Nancy

Nancy, le 24/06/22

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NOVACARB**

La Madeleine

34 rue Gilbert Bize

54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY

Références : **MK/IA/756\_2022**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2022 dans l'établissement NOVACARB implanté La Madeleine 34 rue Gilbert Bize 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY. L'inspection a été annoncée le 10/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NOVACARB
- La Madeleine 34 rue Gilbert Bize 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
- Code AIOT dans GUN : 0006200307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

La société NOVACARB, dont le siège social est situé 34 rue Gilbert Bize - La Madeleine - à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY (54410), est autorisée par arrêté préfectoral n°2010/101 du 27 juillet 2010 modifié à exploiter des installations de fabrication de carbonate de sodium à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY pour une capacité annuelle maximale de 600 000 tonnes de carbonate de sodium comprenant notamment des installations classées au titre :

- de la rubrique 2515-1 (E) relative au broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes,
- de la rubrique 4801(A) relative à la présence au sein des installations de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- empoussièrément des silos

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Risque d'explosion de poussières	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté sur l'état d'empoussièrement du silo permettant l'alimentation des fours à chaux de l'établissement exploité par la société NOVACARB SAS sur le territoire de la commune de LANEUVEVILLE DEVANT NANCY (54410).

Les constats faits par l'inspection de l'environnement ont mis en évidence une non-conformité relative à la présence d'amas de poussières au sein du silo. Les poussières contenant notamment du coke et de la lignite, peuvent présenter un risque d'explosion.

Suite à la visite, l'exploitant a régularisé sa situation ce qui permet de lever la non-conformité.

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés ci-dessous.

#### 2-4) Fiches de constats

##### Nom du point de contrôle : Risque d'explosion de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. [...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'Inspection a constaté au sein du silo permettant d'alimenter les fours à chaux la présence d'amas de poussières de coke, lignite et de calcaire allant de 0,5 cm sur le sol à 1,5 cm environ sur les installations.
<b>Observations :</b> Suite à la visite, l'exploitant a pris des mesures correctives afin de réduire les risques et d'éviter de reproduire une situation semblable.  En mesure immédiate, un nettoyage complet de la zone a été réalisé et des photos prises avant et après l'intervention ont été transmises à l'Inspection de l'environnement par courriel du 13 juin 2022.  En mesure complémentaire, l'exploitant a multiplié par quatre la fréquence de nettoyage de la zone, qui est désormais mensuelle.  Ces mesures sont de nature à lever la non-conformité identifiée le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet